

Afghanistan : une paix impossible ?

Jérôme Diaz *

* Jérôme Diaz

est journaliste indépendant. Diplômé du master 2 « Sécurité internationale Défense » (université Pierre-Mendès-France, Grenoble), finaliste du concours des mémoires de masters en géopolitique (école de management, Grenoble), il est coauteur du Cahier de L'Herne sur « John le Carré » paru en mars 2018.

Arrivée à son terme courant 2014, l'intervention de la coalition internationale en Afghanistan n'a pas permis de stabiliser la situation. Fruit d'une stratégie américaine hésitante et d'intérêts géostratégiques parfois contradictoires, l'action de l'OTAN n'a fait que renforcer le discrédit des dirigeants politiques locaux, par ailleurs vertement critiqués – et à juste titre – par une population afghane épuisée, mais résistante. Parallèlement à ce contexte auquel s'ajoutent la violence quotidienne et une économie parallèle – alimentée par le trafic de drogue – ne profitant qu'à une minorité, le rôle controversé du voisin pakistanais, incubateur de nombreux mouvements insurgés, soulève plusieurs interrogations.

Depuis la fin de la mission de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en 2014 et le retrait des troupes de la coalition internationale de plus de quarante pays réunis depuis 2001 – soit le plus important contingent de pays occidentaux depuis la Seconde Guerre mondiale¹ –, l'actualité autour de l'Afghanistan, progressivement délaissée par les médias, est retombée dans l'indifférence générale². Exactement comme en 1989, lors du départ des troupes soviétiques.

Dix-sept années après le début de cette intervention historique, et alors que l'engagement des Américains a fluctué au gré des occupants de la Maison-Blanche, il convient de s'interroger sur le bilan stratégique de cette mission et de faire le point sur la situation au « royaume de l'insolence »³.

Les fluctuations stratégiques américaines

L'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche, dont la campagne électorale reposait sur un triptyque cher au camp républicain – sécurité, immigration, emploi –, n'aurait rien d'éclairant dans la résolution de cette guerre afghane sans fin. Et pour cause : le candidat Trump ne s'est jamais exprimé sur le sujet durant la campagne électorale.

¹ Dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme », amorcée par la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) de l'OTAN, l'opération *Resolute Mission* a succédé, début 2015, à l'opération *Liberté immuable* (*Operation Enduring Freedom-Afghanistan*), débutée en 2001 et qui a pris fin en décembre 2014. Lire la synthèse des opérations sur le site de l'OTAN : « L'OTAN et l'Afghanistan », 15 novembre 2017 (www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_8189.htm).

² Lire « Peut-on se désintéresser de l'Afghanistan ? » de Régis Koetschet, *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 146, septembre 2014. R. Koetschet est ancien ambassadeur de France en Afghanistan (2005-2008) et président de l'association humanitaire MADERA (Mission d'aide au développement des économies rurales en Afghanistan).

³ Expression empruntée à l'ouvrage de référence de l'historien Michael Barry.



© Hoshang Hashimi / AFP

Un nouveau surge

Ce n'est qu'une fois hissé à la fonction suprême qu'il a adopté une première directive majeure, « soufflée » par son conseiller à la Sécurité nationale Ralph McMaster (qui était déjà celui d'un certain George W. Bush) : envoyer environ 12 000 soldats supplémentaires dans le pays⁴. Ce faisant, Donald Trump a fait le pari inverse à celui de son prédécesseur, Barack Obama, qui avait retiré progressivement les troupes américaines du terrain.

Consciente que les moyens militaires ne suffisent plus à s'extirper du bourbier afghan et afin que la diplomatie américaine sorte – dans la mesure du possible – la tête haute de ce théâtre d'opérations après les débâcles irakienne puis syrienne, la nouvelle administration américaine a décidé de reprendre le modèle du *surge* (renfort) effectué en Irak pour l'appliquer à l'Afghanistan. Le but affiché est de poursuivre l'effort de guerre jusqu'à ce que la situation sur le terrain soit stabilisée.

⁴ Quatre mille soldats viendront s'ajouter aux huit mille déjà sur place.

Entraînement à Herat de militaires appartenant à l'Armée nationale afghane (Afghan National Army ou ANA).

Cette stratégie inclut les éléments essentiels à la reconstruction du pays : poursuite du soutien à l'établissement d'un État de droit viable et stable, formation des forces de sécurité afghanes – polices nationale et locale, armée – et développement de l'appareil sécuritaire que les Forces spéciales américaines portent toujours à bout de bras⁵. Elle prévoit aussi la continuation coûte que coûte des opérations militaires et civiles destinées à « gagner les cœurs et les esprits ». Un programme idéal... en théorie⁶.

Une fuite en avant

Si ce revirement stratégique permet à Donald Trump de se démarquer politiquement de

⁵ Kate Clark, « Update on the Afghan local police: making sure they are armed, trained, paid and exist », *Afghanistan Analysts Network*, 5 juillet 2017.

⁶ Pour une analyse rétrospective de la stratégie de la coalition : « *Afghanistan: Lessons Identified 2001-2014. Part 1: International Lessons from Integrated Approaches in Afghanistan*, Danish Institute for Strategic Studies, Copenhague, 2016 (www.diis.dk/files/media/publications/afghanistan-lessons/reports/ny_uk_afghan_erfaring_part_i-final-ensidet.pdf).

son prédécesseur, et l'on sait que ce souci lui tient à cœur, il ressemble surtout à une fuite en avant. Un « véritable *surge* aurait du sens du point de vue militaire », selon l'analyste Shaukat Qadir, « si l'intention était de pouvoir proclamer une victoire tout en facilitant un retrait ». Pour cet ancien général d'infanterie de l'armée pakistanaise, le choix du *surge* « ressemble davantage à un palliatif pour maintenir une présence permanente »⁷.

Et il est vrai que le président américain doit simultanément tenir compte des préoccupations de l'électorat américain qui l'a mené au pouvoir, majoritairement républicain et *a priori* peu sensible aux questions internationales – surtout si elles ne bénéficient pas aux intérêts américains –, et affronter les réalités afghanes – contextes géopolitique et géographique, insurrection multiforme, complexité du tissu politique, social et ethnique⁸ – auxquelles il n'était, semble-t-il, pas préparé. Donald Trump doit de surcroît composer avec une partie de son propre camp, dans lequel les désaccords vont croissant sur la suite à donner aux opérations⁹.

De manière plus générale, la question de la pertinence d'une telle stratégie se pose. Quel intérêt y a-t-il à poursuivre dans une voie qui, en plus d'une décennie, n'a pas produit les effets escomptés¹⁰ ? Depuis quelques mois, l'establishment américain ne s'embarrasse plus de ces légitimes questionnements. Proches conseil-

lers et officiers de l'armée multiplient assertions martiales, déclarations tonitruantes et envolées lyriques, convaincus, comme l'était George W. Bush en plein chaos irakien, d'une victoire à portée de main. Pourtant, à bien des égards, cette guerre interminable et onéreuse rappelle de plus en plus le borbier vietnamien.

Le problème actuel n'est plus de se demander si l'intervention de la coalition, amorcée sous l'égide de l'OTAN à la suite des attentats du 11 septembre 2001 pour chasser les talibans du pouvoir, était une « bonne » ou une « mauvaise » idée. Dorénavant, la question est plutôt de savoir comment mettre un terme aux hostilités avec un minimum de dommages. Et, surtout, avec qui négocier pour parvenir à un accord de paix, si tant est que celui-ci soit possible.

Un État afghan fragile

L'élection d'Ashraf Ghani à la présidence du pays en septembre 2014 a un temps suscité quelques espoirs de changement – à la différence de Hamid Karzaï, perçu dès son entrée en fonctions comme un fantôme à la solde des États-Unis. La population afghane, rompue aux manipulations de toutes sortes, a toutefois vite déchanté.

Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement d'Ashraf Ghani est englué dans de sempiternelles querelles intestines. Il fait désormais l'unanimité contre lui. La rivalité entre le chef de l'État et Abdullah Abdullah, autoproclamé « chef de l'exécutif », est notamment un secret de polichinelle.

De multiples dysfonctionnements ont en outre souligné, au fil des mois, la profonde instabilité qui règne au sommet de l'État. L'ancien directeur des services de renseignements afghans (NDS ou National Directorate for Security), Amrullah Saleh, a ainsi présenté sa démission peu après sa nomination à la tête du ministère de la Sécurité. Quant aux élections législatives, elles devraient se tenir courant 2018 avec trois années de retard par rapport au calendrier initial prévu.

Certes, Ghani et Abdullah sont arrivés au pouvoir dans des conditions rocambolesques,

⁷ Témoignage recueilli par l'auteur.

⁸ Pays plus étendu que le territoire français et situé non loin des hauteurs himalayennes, l'Afghanistan est constitué à 85 % de montagnes. En l'absence de recensement, le nombre d'habitants est estimé à 29 millions, eux-mêmes scindés en 19 principaux groupes ethniques (Tadjiks, Ouzbeks, Hazaras...). Les Pachtounes constituent l'ethnie majoritaire (40 % de la population), et sont également présents sous le nom de Pathans au Pakistan voisin, dont ils représentent 15 % de la population.

⁹ « The Trump Administration's Afghanistan Policy », International Institute for Strategic Studies, *Strategic Comments*, n° 33, 28 septembre 2017. L'auteur remercie Charles-Philippe David, professeur à la chaire Raoul-Dandurand de l'Université Québec à Montréal où il dirige l'Observatoire sur les États-Unis.

¹⁰ Lire *Et les chiens bouffent les cadavres. Notre guerre en Afghanistan* (Presses de l'Université Laval, 2015), récit de Graeme Smith. Ancien correspondant à l'étranger pour le *Globe and Mail* de Toronto, ce journaliste a été l'un des seuls Occidentaux à travailler durablement dans la province du Helmand. Il a ensuite dirigé le programme *Afghanistan* pour l'ONG International Crisis Group, puis rejoint la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), en charge de la reconstruction, avant de devenir consultant indépendant.

et ils n'ont fait qu'hériter d'une situation déjà très instable. Leurs choix politiques restent le plus souvent dictés par des critères tribaux aussi bien qu'ethniques – une singularité propre à l'Afghanistan. Mais ces péripéties, dont les élites politiques afghanes sont coutumières, relèvent presque de l'anecdote en comparaison avec le récent retour en grande pompe sur la scène politique afghane de Gulbuddin Hekmatyar, le tristement célèbre « boucher de Kaboul », chef du parti Hezb-e-Islami, considéré comme terroriste par la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS).

Exilé plusieurs années en Iran puis au Pakistan, cet ancien moudjahidine et seigneur de guerre de 70 ans, notoirement autoritaire et sanguinaire, dont le pedigree inclut des centaines de meurtres pour lesquels il n'a jamais été jugé, a été accueilli comme un héros dans la capitale afghane¹¹. Ce retour à la vie politique a été discrètement soutenu par les Américains qui, s'ils n'ont pu afficher ostensiblement leur soutien à G. Hekmatyar, n'en ont pas moins donné leur approbation. Ce nouveau rebondissement ne risque pas de rétablir la confiance des Afghans à l'égard de leurs gouvernants...

Une société résiliente face à la violence endémique

Résiliente, farouchement indépendante et d'un dynamisme à toute épreuve en dépit de près de quarante années de guerre, la population afghane a prouvé depuis longtemps qu'elle ne céderait pas d'un pouce son territoire. Sise sur une terre aussi magnifique et sauvage qu'inhospitalière – le « centre du monde », selon l'écrivain Nicolas Bouvier¹² – où se sont succédé les invasions (lesquelles ont toutes échoué), la population afghane, trop souvent reléguée au rang de témoin de sa propre histoire, n'a jamais cessé de renaître et de s'adapter.

On a ainsi assisté à l'émergence récente d'une classe moyenne dans les villes, à la mécani-

sation progressive des moyens de production agricole, à une nette amélioration des infrastructures, à l'augmentation du nombre d'étudiants, aussi bien dans les établissements publics que privés – et ce en dépit de l'impossibilité pour de nombreux étudiants afghans d'accéder à des formations à l'étranger ou du niveau encore trop faible du corps enseignant. À l'image de la population irakienne qui, en pleine guerre civile, bravait les menaces de mort pour se rendre aux urnes, les Afghans, hommes *et* femmes, quelle que soit leur ethnie ou confession, ont toujours répondu présent pour aller voter lors des élections, et ce malgré un danger permanent¹³.

À cet égard, l'énumération des suspects potentiels derrière chaque attentat en Afghanistan évoque une liste à la Prévert¹⁴ : réseau Haqqani, Hezb-e-Islami, Tehrik-e-Taliban Pakistan, Lashkar-e-Jangvi, Lashkar-e-Taiba, Mouvement islamiste d'Ouzbékistan..., autant de mouvements – majoritairement liés, d'une manière ou d'une autre, au Pakistan – auxquels il convient d'ajouter l'organisation État islamique dans la province du Khorassan (Islamic State in the Khorasan Province).

Apparue en 2014 au Pakistan, cette « branche » de l'organisation État islamique (Daech) en Asie centrale a progressivement étendu son influence en Afghanistan, sans toutefois parvenir à s'y enraciner. Espérant obtenir le soutien des talibans dans leur souhait de mener le jihad global – ces derniers avaient laissé les combattants d'Al-Qaïda utiliser leur territoire avant 2001 –, Daech n'a pu cette fois-ci renouveler l'expérience.

Les talibans se sont en effet toujours présentés comme la seule alternative au gouvernement de Kaboul et la seule opposition à la coalition internationale. Au tournant des années 2000, Al-Qaïda constitua l'exception qui coûta cher

¹¹ Valérie Docher, « Le retour d'Hekmatyar », *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 157, juin 2017.

¹² Précision littéraire pour laquelle l'auteur remercie M. Régis Koetschet. Voir note 2.

¹³ Lors de l'élection présidentielle de 2014, les talibans avaient menacé les électeurs de leur couper les mains s'ils se rendaient aux urnes. Devant l'engouement populaire suscité par ces élections, ces menaces n'ont eu, heureusement, aucun effet.

¹⁴ Le « répertoire » des crimes perpétrés quotidiennement dans le pays est consultable dans le bulletin mensuel du Centre d'études et de recherches documentaires sur l'Afghanistan (Ceredaf), seule association française spécialisée dans l'histoire et la culture du pays.

aux talibans. À partir du moment où l'organisation d'Oussama ben Laden disparut des écrans¹⁵, Daech, structure militaire anti-chiite née du conflit irako-syrien (et non pas au Pakistan), a dès lors été perçue par les forces locales afghanes comme une force concurrente – qui plus est étrangère – en territoire afghan. On notera, cependant, que ses combattants commencent à bénéficier d'une écoute très intéressée sur le versant oriental de la Ligne Durand¹⁶...

Autre raison idéologique, si Daech ambitionnait d'élargir son califat depuis l'Irak et la Syrie jusqu'en Afghanistan afin d'affirmer avec une brutalité sans limites son idéologie mortifère, le combat des talibans s'inscrit quant à lui dans une logique prioritairement territoriale, bien que non exclusivement pachtoune. En outre, la plupart des actions violentes étant perpétrées par des groupes « locaux » et non par Daech, nombre d'experts estiment que l'importance des combattants de l'État islamique en Afghanistan est certainement surévaluée.

S'agissant des talibans, ceux-ci n'ont actuellement jamais été aussi puissants, y compris lorsqu'ils gouvernaient le pays (1996-2001)¹⁷. Cette remontée en puissance s'est exprimée par des actes violents et répétés¹⁸, lesquels ont contraint certaines organisations humanitaires internationales, pourtant familières des terrains de guerre, à réduire drastiquement leurs effectifs sur place. C'est le cas du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), unanimement respecté par toutes les parties au conflit, et qui assure en Afghanistan une activité constante depuis trente

ans¹⁹. Devant l'inquiétante recrudescence des actes criminels (enlèvements, assassinats) perpétrés à l'encontre de son personnel depuis un an, l'organisation n'a eu d'autre choix que de diminuer sa présence, particulièrement dans les provinces au nord du pays telles que Faryab et Kunduz, et dans le district de Mazar-e-Sharif.

Malgré cette violence, qui menace par tous les moyens de réduire à néant la moindre velléité de projet politique, la population civile tente de résister. Ainsi, après chaque attentat, des manifestations agitent régulièrement la capitale afghane, rassemblant des centaines de personnes²⁰. La société civile entend ainsi dénoncer l'incapacité du gouvernement à protéger le pays et faire savoir qu'elle, aussi bien que les forces de sécurité locales, continue de payer dramatiquement cher une guerre qui n'est pas la sienne.

Une économie dévoyée

La signature de plusieurs accords de partenariat économique avec plusieurs pays, notamment la Chine, la croissance des investissements étrangers et les efforts en matière de lutte contre la corruption ont permis au pays de ne pas sombrer complètement. L'intégration de l'Afghanistan au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et un soutien plus prononcé du Fonds monétaire international (FMI) y ont également contribué²¹.

Dans la capitale, Kaboul, depuis plusieurs années déjà, les maisons opulentes, aux couleurs criardes et au décor chargé, ont fleuri un peu partout. Des logements de grand standing sont érigés à quelques dizaines de mètres seulement de quartiers où règne la misère la plus criante et où la toxicomanie fait des ravages. Le contraste entre ces deux mondes qui ne se côtoient jamais est pour le moins saisissant²². Des gardes surarmés veillent à la sécurité de ces habitations,

¹⁵ Alain Chouet, *Au cœur des services spéciaux. La menace islamiste : fausses pistes et vrais dangers*, La Découverte, Paris, 2013.

¹⁶ La Ligne Durand est la frontière tracée en 1893 entre l'Afghanistan et l'empire des Indes (et donc avec le Pakistan depuis 1947). Lire « Daesh peut-il faire de l'Afghanistan la nouvelle Syrie ? », *Mondorient*, janvier 2018 (www.mondorient.com/2018/01/08/daesh-peut-il-faire-de-lafghanistan-la-nouvelle-syrie/). Également l'entretien avec Alain Chouet, ex-cadre de la DGSE (www.mondorient.com/2016/01/26/alain-chouet-contre-a-lorganisation-restreinte-internationaliste-et-deterritorialisee-quetait-al-qaida-letat-islamique-sanalyse-comme-une-fourre-tout-po/).

¹⁷ Ce que confirme Georges Lefevre, ancien diplomate et spécialiste de la région. Témoignage recueilli par l'auteur.

¹⁸ « UNAMA Documents slight decrease in civilian casualties: indications of new trends in the Afghan war », *Afghanistan Analysts Network*, 12 octobre 2017.

¹⁹ Kate Clark, « Working in a "Grey Zone": ICRC forced to scale back its work in Afghanistan », 10 octobre 2017.

²⁰ *Bulletin du Ceredaf*, n° 352, juillet 2017.

²¹ « Afghan government revenue continues to grow: a bright spot in a weak economy », *Afghanistan Analysts Network*, 27 septembre 2017.

²² Lire « Évolutions », article de Régis Koetschet dans *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 156, mars 2017.

circulant dans des véhicules blindés de grosse cylindrée et aux vitres teintées – qui sont-ils ? que font-ils ? La réponse à cette insolente opulence tient en un seul mot : blanchiment. Il n'est un secret pour personne que l'économie souterraine, conjuguée à l'apport financier massif de la coalition, permet au pays de tenir encore debout et à une minorité bien établie de notables locaux, disposant de relais aussi bien dans le pays qu'à l'étranger, de profiter de cette manne.

De surcroît, selon les estimations récentes les plus fiables, le pays occupe toujours la première place dans la production mondiale de pavot à opium, avec plus de 90 %²³. Cette plante, une fois récoltée, transformée et coupée, alimente – *via* de multiples intermédiaires – toutes les capitales occidentales, de Paris à Londres, de Berlin à Moscou *via* le Pakistan, l'Iran et les pays d'Asie centrale²⁴.

Les bénéfices colossaux générés par le trafic de drogue profitent en premier lieu aux élites afghanes qui, pour la plupart, disposent d'une solution de « repli » à l'étranger (comptes bancaires, etc.). Cette frange de la population tire avantage des retombées économiques de la tourmente sans parler d'une grande partie des aides de la communauté internationale censées assurer la reconstruction du pays – environ 150 milliards de dollars ont été donnés à l'Afghanistan depuis quinze ans²⁵. Partout, dans le pays, des panneaux publicitaires vantent la (re)construction d'infrastructures (écoles, etc.) qui, pour nombre d'entre elles, n'ont jamais vu le jour ou demeurent en piteux état.

Le caractère mafieux qui gangrène l'économie et l'État est patent. La corruption innerve toutes les strates de la société, du modeste agriculteur cultivant son champ de pavot dans

le Helmand jusqu'au fonctionnaire de police à Kaboul, en passant par les différents fonctionnaires des ministères publics. Parcourant le pays depuis trente ans en tant que médecin humanitaire et spécialiste des questions de toxicomanie, le docteur Guy Caussé livre un diagnostic sans appel : « La situation de non-droit dans le pays arrange l'ensemble de la communauté afghane : les paysans voient dans la culture du pavot un moyen d'augmenter leurs revenus, qui peuvent être multipliés par cinq, voire au-delà ; les trafiquants *via* la transformation effectuée, les contrôles étant inexistantes ou purement symboliques ; quant aux banques, elles disposent là d'un moyen pour internationaliser leurs profits par l'entremise du blanchiment²⁶. »

L'ambivalence du Pakistan

Pays frontalier de l'Afghanistan avec lequel il partage une frontière politique contestée, ce tumultueux voisin, qui abrite la plus grande partie de la population pachtoune présente dans les deux pays, a fêté en 2017 son 70^e anniversaire. L'occasion de rappeler que le « Pays des purs », dont l'histoire politique peut se résumer à une alternance entre « démocratie en trompe-l'œil » et dictature militaire, n'avait jusqu'en 2011, et comme l'a rappelé le chercheur Gilles Dorronsoro²⁷, jamais été sérieusement pris en compte dans la résolution de l'équation afghane.

Une incongruité, lorsque l'on connaît la mainmise de l'establishment pakistanais sur l'Afghanistan, qu'il s'agisse des nombreuses *madrasas* (écoles coraniques) d'où sont issus les seigneurs de guerre et cadres talibans, ou du fameux Inter-Services Intelligence (ISI), l'un des trois puissants services de renseignement pakistanais, qui soutient, financièrement et idéologiquement, certains groupes terroristes actifs en Afghanistan et dans les zones tribales pakista-

²³ Transcription des auditions d'experts devant le sous-comité sur le terrorisme, la non-prolifération et le commerce, Comité des Affaires étrangères de la Chambre des représentants des États-Unis (<http://docs.house.gov/meetings/FA/FA18/20170427/105889/HHRG-115-FA18-Transcript-20170427.pdf>).

²⁴ Olivier Maguet, « La production de drogue, un enjeu qui dépasse largement les frontières », in Pierre Micheletti (dir.), *Afghanistan. Gagner les cœurs et les esprits*, RFI-Presses universitaires de Grenoble, septembre 2011.

²⁵ Les États-Unis demeurent le donateur majeur, à travers leur agence d'aide financière, la United States Agency for International Development (USAID).

²⁶ Guy Caussé est responsable historique des missions de Médecins du Monde-France en Afghanistan. Il s'exprime ici à titre personnel.

²⁷ Voir l'intervention de Gilles Dorronsoro devant la chaire Remacle de l'Université libre de Bruxelles (ULB) en février 2017, « Comment perdre une guerre ? Le cas de l'OTAN en Afghanistan » (www.youtube.com/watch?v=qMYEOPIg8xM).

naïses – des territoires situés au nord-ouest du Pakistan et dont la porosité et la dangerosité sont très élevées.

Accusé de jouer un double jeu avec les États-Unis – dont il recevait jusqu'à récemment des subsides considérables dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, tout en soutenant des groupes terroristes que les États-Unis ont précisément pour cible –, le Pakistan a d'abord réfuté cet argument. Il a aussi vivement récusé l'appellation « Af-Pak » (Afghanistan-Pakistan), utilisée pour la première fois en 2008 par Richard Holbrooke, alors représentant spécial de Barack Obama pour l'Afghanistan et le Pakistan. Ce néologisme était destiné à souligner que la résolution de la guerre en Afghanistan était – et est toujours – liée au rôle du Pakistan²⁸.

Toutefois, Donald Trump a décidé en janvier 2018 de mettre un terme à ce soutien, ce qui pourrait sonner le glas d'une relation historiquement tumultueuse²⁹. Le Pakistan étant depuis longtemps l'une des cartes maîtresses de la politique étrangère américaine en Asie centrale, notamment face aux puissances chinoise et russe, cette manœuvre pourrait néanmoins se révéler à double tranchant. Les officiels pakistanais ont fait savoir qu'ils cesseraient également toute collaboration avec les États-Unis..., y compris en matière d'échange de renseignements.

²⁸ Farhan Zahid, *The Changing Security Scenario in Afghanistan*, Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R), juillet 2017.

²⁹ Le Département d'État américain a refusé de préciser le montant en question, mais certaines sources estiment que ce gel concernerait environ 1 milliard de dollars. Zeeshan Aleem, « Trump's sudden new fight with Pakistan, explained », *Vox*, 8 janvier 2018 (www.vox.com/world/2018/1/8/16850116/trump-pakistan-suspend-aid).

Un avenir inquiétant

Criminalisation à grande échelle, gouvernement opérant entre amateurisme et gabegie, dirigeants de mouvements insurgés en conflit ouvert les uns contre les autres et se présentant chacun comme l'unique alternative au système actuel, stratégie américaine aussi floue que versatile, pays voisins qui attisent la flamme du conflit à leur guise, tel est donc le bilan de la guerre en Afghanistan, dix-sept années après le renversement du régime des talibans.

La société civile pourra-t-elle reprendre les rênes de ce territoire indomptable, et faire mentir ces paroles quasi prophétiques du romancier américain Cormac McCarthy qui semblent dessiner trait pour trait l'histoire du pays : « Pour moi, c'est plutôt à un spectacle de marionnettes que le monde m'a toujours fait penser. Mais quand on regarde derrière le rideau et qu'on lève les yeux pour voir jusqu'où remontent les ficelles, on s'aperçoit qu'elles aboutissent encore dans les mains d'autres marionnettes qui tiennent elles-mêmes leurs propres ficelles et que ces ficelles-là viennent à leur tour de plus haut et ainsi de suite. Dans ma propre vie, j'ai vu ces ficelles, dont les origines sont en nombre infini, mettre en scène la mort de grands hommes dans la violence et la folie. Mettre en scène la ruine d'une nation³⁰ ». ■

³⁰ Cormac McCarthy, *De si jolis chevaux. La trilogie des confins (1)*, traduit de l'américain par François Hirsch et Patricia Schaeffer, Éditions Points, Paris, 1998.